

CONSTITUTION

DU

CANTON DU VALAIS

du 10 janvier 1848.



ÉDITION OFFICIELLE.

SION,

IMPRIMERIE D'ETIENNE GANIOZ.

PA

16.009



CONSTITUTION

DU

CANTON DU VALAIS.

Au nom du Tout-Puissant.

TITRE PREMIER.

Principes, dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. Le Valais forme un Etat souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du Gouvernement est celle de la démocratie représentative.

Art. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat : la loi lui assure son appui.

ART. 3. Tous les Valaisans sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège.

ART. 4. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

ART. 5. Chacun a le droit d'adresser des pétitions au Grand-Conseil et aux autres autorités constituées.

ART. 6. La presse est libre.

La loi en réprime les abus.

Ses dispositions ne peuvent pas être préventives.

ART. 7. Le Droit de libre établissement est garanti à tous les citoyens du Canton.

La liberté du commerce, de l'industrie et des arts est garantie à tous les valaisans.

La loi règle l'exercice de ces droits.

ART. 8. L'instruction publique est obligatoire : elle est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé, quant à l'instruction religieuse.

ART. 9. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 10. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans

les cas prévus par la loi , et dans les formes qu'elle détermine.

ART. 11. La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, ou dans les cas prévus par la loi , et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 12. Aucun bienfonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

ART. 13. Tout Valaisan est appelé à la défense de la patrie. La loi règle le service militaire et en répartit les charges entre tous d'une manière équitable.

ART. 14. La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

TITRE II.

Division du Canton.

ART. 15. Le Canton est divisé en dixains soit districts. Les districts sont composés de communes.

Un décret du Grand-Conseil fixe le nombre et la circonscription des districts et des communes , et en désigne le chef-lieu.

ART. 16. Sion est le chef-lieu du Canton. Le Grand-Conseil , le Conseil d'Etat et le tribunal d'appel du Canton y tiennent leurs séances.

Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs , si des circonstances graves l'exigent.

TITRE III.*Etat politique des citoyens.*

ART. 17. Sont citoyens valaisans :

1° les bourgeois ou communiers d'une commune du Canton ;

2° les naturalisés valaisans ;

3° ceux à qui la naturalisation est conférée par la loi.

ART. 18. Nul ne peut être reçu bourgeois ou communier avant d'avoir été naturalisé valaisan.

ART. 19. Les habitants perpétuels sont valaisans.

Un décret leur facilitera la naturalisation.

TITRE IV.*Pouvoirs publics.*

ART. 20. Les pouvoirs publics sont :

le pouvoir législatif ;

le pouvoir exécutif et administratif ;

le pouvoir judiciaire.

CHAPITRE PREMIER.*Pouvoir législatif.*

ART. 21. Le pouvoir législatif est exercé par un Grand-Conseil.

Chaque district y envoie un député sur mille âmes de population ; la fraction de cinq cent un et au dessus compte pour l'entier.

ART. 22. Hors le cas du flagrant délit , les membres du Grand-Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis pendant les sessions, sans la permission de ce corps.

ART. 23. Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 24. Les délibérations du Grand-Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 25. Le Grand-Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire, le troisième lundi de mai, et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire, lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat.

ART. 26. Chaque session ordinaire est de quinze jours au plus : elle pourra toutefois être continuée dans les cas d'une gravité et d'un intérêt majeurs. Le Grand-Conseil en délibère.

ART. 27. Les séances du Grand-Conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ART. 28. Le Grand-Conseil nomme dans son sein, à la première session ordinaire de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

ART. 29. Le Grand-Conseil nomme dans son sein ou en dehors, les membres du Conseil d'Etat et du tribunal d'appel du Canton. Il choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

ART. 30. La députation à la diète se compose de deux députés.

Le Grand-Conseil les nomme à chaque session de mai et se fait rendre compte de leur mission.

ART. 31. Le Grand-Conseil a les attributions suivantes :

- 1° Il vérifie les pouvoirs de ses membres, et prononce sur la validité de leur élection ;
 - 2° Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;
 - 3° Il accorde la naturalisation ;
 - 4° Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine ;
 - 5° Il examine la gestion du Conseil d'Etat ;
 - 6° Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat ;
- Le budget et les comptes sont rendus publics ;
- 7° Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et la somme nécessaire pour les employés du Conseil d'Etat ;

- 8° Il a le droit de battre monnaie et de tarifer les espèces ;
- 9° Il autorise l'acquisition d'immeubles , l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales , et les emprunts pour le compte de l'Etat ;
- 10° Il fait les concessions de mines et autorise leur transfert ;
- 11° Il émet le vote de l'Etat dans les affaires fédérales , et donne les instructions aux députés à la Diète ;
- 12° Il conclut les traités avec les Cantons et avec les Etats étrangers sur les objets qui ne sont pas du ressort de la Diète fédérale ;
- 13° Il pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartient à l'Etat ;
- 14° Il nomme les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.
- 15° Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

ART. 52. Le Grand-Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à lui présenter un projet de loi ou de décret. Le Conseil d'Etat est tenu de présenter le projet demandé dans l'une des deux premières sessions ordinaires qui sera désignée par le Grand-Conseil.

Si le Grand-Conseil déclare l'urgence d'un projet de décret , le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

ART. 53. Les projets de loi et de décret sont soumis à un premier et à un second débat.

Chaque débat a lieu dans une session ordinaire. Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat est ouvert dans la même session.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

ART. 34. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de sept membres.

Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du Canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St. Maurice et Monthey.

ART. 35. Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

- 1° Il présente les projets de loi ou de décret et propose les instructions pour les députés à la diète fédérale ;
- 2° Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend, à cet effet, les arrêtés nécessaires ;
- 3° Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;
- 4° Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public, et en cas de danger extérieur ; mais il doit immédiatement informer les membres du Grand-Conseil des mesures qu'il aura

prises , et si les circonstances l'exigent , il convoquera le corps législatif ;

5° Il entretient la correspondance avec les autorités fédérales , avec les Cantons et avec les Etats étrangers ;

6° Il convoque le Grand-Conseil en session extraordinaire , quand il le juge nécessaire , ou sur la demande , écrite et motivée, de vingt députés ;

7° Il nomme les fonctionnaires , les employés et les agens , dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité, et il peut les révoquer par décision motivée ;

8° Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration ;

9° Il peut suspendre les autorités administratives qui refuseraient d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au Grand-Conseil à sa prochaine session.

ART. 56. Le Gouvernement a dans chaque district pour l'exécution des lois et arrêtés, un représentant de son choix, sous le nom de préfet.

Il a un substitut.

Les autres attributions des préfets sont réglées par une loi.

ART. 57. Le Conseil d'Etat rend annuellement compte de sa gestion.

Il peut requérir de toutes les autorités les renseignemens dont il a besoin pour son rapport.

ART. 38. Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion. La loi règle tout ce qui a rapport à cette responsabilité.

ART. 39. Les Conseillers d'Etat ne peuvent siéger comme membres du Grand-Conseil. Ils prennent part à ses discussions, mais ils n'y ont pas voix délibérative.

ART. 40. Il y a un tribunal au contentieux de l'administration. La loi en règle l'organisation et les attributions.

ART. 41. Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départemens.

Un règlement en fixe le nombre et en précise les attributions.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

ART. 42. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 43. Il y a dans chaque commune un juge et un juge substitut ;

Dans chaque district un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel ;

Toutefois le district de Rarogne peut en avoir deux, l'un pour la partie orientale, l'autre pour la partie occidentale.

Et pour le Canton un tribunal d'appel du Canton.

ART. 44. En attendant que la loi y ait autrement pourvu, le pouvoir exécutif nomme les membres et les suppléans des tribunaux de districts.

Ils ne sont pas révocables.

ART. 45. Les présidents et vice-présidents des tribunaux de district sont choisis entre eux par les membres et les suppléants de ces tribunaux.

ART. 46. Le tribunal d'appel du Canton est composé de onze membres : il a cinq suppléants.

Deux de ses membres sont choisis dans la partie du Canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche ; deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St. Maurice et Monthey.

Le choix des quatre autres et des cinq suppléants est libre.

ART. 47. La loi pourra changer ou modifier l'institution des tribunaux dont l'organisation et la compétence sont, en attendant, maintenues.

Ces dispositions n'excluent pas l'établissement du jury en matière criminelle et de presse.

TITRE V.

Régime communal.

ART. 48. Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire ;
2. Un conseil municipal ;
3. Une assemblée communale.

Sur la demande de l'assemblée communale, il peut y avoir un conseil communal.

ART. 49. L'assemblée primaire se compose :

1. des bourgeois ou communiers ;
2. des citoyens valaisans, domiciliés dans la commune depuis deux ans.

ART. 50. Elle nomme un conseil municipal, son président, son vice-président, le juge de la commune et son substitut.

ART. 51. Elle délibère sur les réglemens de police locale et prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil municipal.

ART. 52. Le conseil municipal se compose de trois membres au moins et de quinze au plus. Toutefois les communes qui comptent deux mille âmes de population peuvent en porter le nombre à vingt et un.

Ce conseil fait les réglemens de police locale et en procure l'exécution, sans préjudice à la surveillance du Conseil d'Etat ; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et dépenses et répartit les charges publiques.

ART. 53. L'assemblée communale se compose exclusivement des bourgeois ou communiers.

Elle nomme ses conseillers dont elle fixe le nombre.

Elle délibère sur l'aliénation et l'hypothèque des biens communaux, sur la réception des bourgeois ou communiers, sur les procès où la commune est appelante et sur le règlement concernant la jouissance des biens communs. Elle prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal.

ART. 54. Le conseil communal administre les biens et les intérêts communs, propose à l'assemblée communale le règlement sur la jouissance des communaux et lui rend compte de sa gestion.

ART. 55. Dans les localités où il n'y a pas de conseil communal, le conseil municipal en remplit les fonctions.

Dans les communes qui comptent cinq cents votants et où la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et communales peuvent voter par sections et dans les communes qui comptent huit cents votans et plus, chaque section nommera ses conseillers sans le concours des autres sections.

ART. 56. L'organisation et les autres attributions de ces divers conseils sont déterminées par la loi.

ART. 57. Le conseil d'Etat doit intervenir dans l'administration des commune toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.

ART. 58. Les domestiques ne sont admis à voter dans les communes qu'ils habitent qu'autant qu'ils y supportent les charges publiques.

ART. 59. Le règlement des comptes et intérêts d'un district s'opère par un conseil de district auquel le conseil municipal nomme, dans son sein ou en dehors, des délégués, à raison d'un sur trois cents âmes de population. La fraction de cent cinquante et un compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

Le conseil de district est présidé, avec voix consultative, par le préfet ou son substitut.

TITRE VI.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

ART. 60. Les députés au Grand-Conseil sont nommés directement par les assemblées électorales dans chaque district.

La loi organise les assemblées électorales par district ou par cercle, en ayant égard aux convenances topographiques des localités.

ART. 61. La durée des fonctions publiques est fixée comme suit :

Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat, le tribunal d'appel et les tribunaux de district sont élus pour cinq ans.

Le président du Conseil d'Etat n'est pas immédiatement rééligible.

Les conseils municipaux et communaux et les juges de commune sont soumis à la réélection tous les deux ans.

ART. 62. Ne peuvent voter, ni être élus :

1. Ceux qui sont habituellement à la charge du public, ou des établissements de bienfaisance ;
2. Ceux dont l'insolvabilité est constatée par jugement ou par acte de carence, à moins que cet état d'insolvabilité n'ait cessé ou ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;
3. Les interdits, les aliénés et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;

4. Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie , ou qui ont été condamnés pour vol ou pour crime de faux.

5. Ceux qui, ayant le moyen d'acquitter la part virile des dettes de leurs ascendans , en auraient répudié la succession.

La loi peut déterminer d'autres motifs d'exclusion à titre de peine.

ART. 63. Le fonctionnaire qui tombe dans un des cas prévus à l'article 62 , est par le fait déchu de ses fonctions.

ART. 64. Le service étranger , civil ou militaire , est incompatible avec les fonctions publiques et l'exercice des droits politiques.

ART. 65. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 66. Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 67. Pour être éligible aux fonctions publiques, il faut être majeur et habile à voter dans les assemblées primaires.

ART. 68. Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un tribunal :

1. Père et fils ;
2. Beau-père et gendre ou beau-fils ;
3. Frères et frères consanguins ou utérins ;
4. Beaux-frères ;
5. Oncle et neveu.

ART. 69. Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles et l'exercice des droits politiques.

ART. 70. L'exercice des droits politiques est ac-

cordé, par réciprocité, aux citoyens des cantons confédérés qui accordent ce droit aux Valaisans.

TITRE VII.

Dispositions additionnelles et mode de révision.

ART. 71. Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et décrets et fixe le jour de leur mise à exécution.

Il ne peut y avoir plus de trentejours d'intervalle entre le jour de la clôture de la session où la loi a été votée et celui de la mise à exécution, à moins que le Grand-Conseil en ait décidé autrement.

ART. 72. Les lois, décrets et arrêtés actuellement existans, portés dès le 1^{er} mai 1844, jusqu'au 30 novembre 1847, concernant la politique, sont abolis.

Les autres lois, décrets, arrêtés et réglemens, non contraires à la présente Constitution, demeurent en vigueur, jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 73. Toute demande en révision de la Constitution, faite par le Grand-Conseil ou par six mille citoyens, dans la forme déterminée par la loi, sera soumise à la décision des assemblées électorales de cercles ou de districts.

Dans le cas d'affirmative, ces assemblées devront en même temps décider si la révision doit être faite par le Grand-Conseil ou par une constituante.

Donné en Grand-Conseil constituant, à Sion, le 10 janvier 1848.

Le Président du Grand-Conseil :

PIERRE TORRENT.

Les Secrétaires :

L. RIBORDY. A. ALLET.

ERRATUM.

Interposez à l'article 61, entre le premier et le second alinéa, la disposition suivante :

Les Présidents et Vice-Présidents du Conseil d'Etat et du Tribunal d'appel sont soumis à réélection tous les ans.

